

Service Risques
44, rue de Tournai
CS 40259
59 019 LILLE cedex

Lille, le 28 Août 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/06/2023

Contexte et constats

Publié sur 

CHEMOURS FRANCE

Accounts Payable-Défense Plaza
23/25 rue Delarivière Lefoullon Déf. 9
92000 Nanterre

Références : IC-R/0309/23-SD/SL
Code AIOT : 0005104648

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/06/2023 dans l'établissement CHEMOURS FRANCE implanté Usine de villers saint paul Rue Frédéric Kuhlmann - BP 50021 60870 Villers-Saint-Paul. L'inspection a été annoncée le 09/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection fait suite à la transmission du premier rapport de l'exploitant de résultats d'analyses des PFAS dans différents milieux dans le cadre de l'application de l'arrêté complémentaire du 22 mars 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHEMOURS FRANCE
- Usine de villers saint paul Rue Frédéric Kuhlmann - BP 50021 60870 Villers-Saint-Paul
- Code AIOT : 0005104648
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

L'établissement CHEMOURS (ex-Dupont de Nemours) à Villers-Saint-Paul produit des dérivés fluorés utilisés dans la production d'émulsifiants (pour mousses d'extinction incendie) et d'additifs dans la formulation des peintures ou pour la protection des surfaces (papier, cuir, textile, bâtiment).

Le site se situe sur la plateforme industrielle de Villers-Saint-Paul, qui compte également Arkéma (Seveso Seuil Haut) et DOW (Seveso Seuil Bas). La plateforme est bordée :

- à l'Est et au Sud par la Rivière Oise, puis par la commune de Verneuil-en-Halatte ;
- au Nord et à l'Ouest, par la RD200 puis par les centres des communes de Rieux et de Villers-Saint-Paul.

Le site emploie environ 65 salariés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi APC PFAS
- Incident survenu le 14/06/2023 (fuite d'acide acétique)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Connaissance des émissions dans l'eau	AP Complémentaire du 23/03/2023, article 2.1	/	30 jours
4	Connaissance des émissions dans l'eau	AP Complémentaire du 23/03/2023, article 2.2	/	30 jours

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclaration des accidents et incidents	Arrêté Préfectoral du 18/08/2004, article II.4	/	Sans objet
3	Connaissance des émissions dans l'eau	AP Complémentaire du 23/03/2023, article 2.2	/	Sans objet
5	Connaissance des émissions dans l'eau	AP Complémentaire du 23/03/2023, article 2.3	/	Sans objet
6	Connaissance des émissions dans l'eau	AP Complémentaire du 23/03/2023, article 2.4	/	Sans objet
7	Connaissance des émissions dans l'eau	AP Complémentaire du 23/03/2023, article 2.6	/	Sans objet
8	Connaissance des émissions dans l'air	AP Complémentaire du 23/03/2023, article 3.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a réalisé les prélèvements et les analyses demandés sauf à quelques exceptions (cf points de contrôle). Les résultats des analyses sont particulièrement longs à obtenir de la part des laboratoires sollicités jusqu'à présent.

Les analyses font état de la présence de PFAS dans les différents milieux dont les eaux pluviales et les eaux souterraines.

La quantité de PFAS rejetée par le process a notablement diminué selon les données communiquées par l'exploitant suite à la mise en place d'actions comme la ségrégation de certains rejets (isolement des rejets et traitement comme déchets liquides à l'extérieur du site) et la mise en place de charbons actifs sur l'émissaire aqueux le plus important (quantité d'eau résiduaire la plus importante environ 10 000 m³/an) avant le rejet dans la station d'épuration de Villers Saint Paul.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration des accidents et incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/2004, article II.4
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant déclare dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant fournit à l'inspection des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et les causes du phénomène, ses conséquences ainsi que les mesures prises pour y remédier ou en éviter le renouvellement. [...]</p>
<p>Constats : Le mercredi 14 juin 2023 à 10h59, M Rhode PLEVENT a informé par courriel l'inspection des installations classées d'un incident survenu le jour même à 7h30 sur le site de Villers Saint Paul.</p> <p>Selon les informations disponibles le jour de l'inspection, l'incident s'est déroulé ainsi : lors d'un transfert d'acide acétique à 99% d'un stockeur vers un réacteur, l'opérateur en charge de la manipulation au sein de l'atelier constate une fuite au niveau supérieur. En effet le poste de commande des manipulations est au rez de chaussée et la tuyauterie concernée alimente le réacteur à l'étage supérieur.</p> <p>Cette tuyauterie est calorifugée. La fuite a donc été constatée à l'extérieur de cette protection. L'acide acétique coulait goutte à goutte du calorifugeage sur la dalle en béton supérieure. Cette dernière possède des trous en ses points bas qui ont permis de constater la fuite du produit au rez de chaussée.</p> <p>Le transfert a été stoppé rapidement (quelques minutes maximum selon l'exploitant). Une première évaluation entre le volume et le poids envoyé du stockeur vers le réacteur a permis à l'exploitant d'estimer le volume à environ 50 litres.</p> <p>Ce volume a été contenu dans le calorifugeage et principalement contenu avec de l'absorbant. La zone de production est sous rétention. Cette rétention est connectée à la cuve enterrée R850 dont le volume est soit traité comme déchet à l'extérieur ou dans la station d'épuration de la plate forme de Villers Saint Paul.</p> <p>Ce dernier sera traité en tant que déchet dans une filière ad hoc.</p> <p>L'alarme interne Chemours a été enclenchée vers 7h30/7h35 pour sécuriser la zone d'épandage.</p> <p>L'exploitant a pris la décision de ne pas monter le PC-EX vers 7h40 car il a été estimé que le sinistre était mineur et maîtrisé.</p> <p>Le poste de garde géré par la société VSPU en charge des utilités de la sécurité et de la sûreté de la plate forme de Villers-Saint-Paul et les autres exploitants (Arkema et DOW) ont été informés par téléphone.</p> <p>L'alerte interne Chemours a été stoppée après la mise en place de l'absorbant vers 8h05/8h10.</p> <p>Suite à une erreur de communication entre Chemours, le poste de garde et DOW, la sirène alerte interne DOW a été enclenchée vers 8h10.</p> <p>L'absence d'odeur significative autour du lieu de l'incident (vers 8h05-8h10) a mis fin à la "réaction en cas d'urgence" à 8h20.</p> <p>L'exploitant a informé que des odeurs ont été perçues jusqu'au parking Arkema (zone interne à la plate forme de Villers-Saint-Paul). Selon l'exploitant aucune détection d'explosimètre n'a été</p>

effective lors du sinistre.

Les lieux de la fuite ont été constatés le jour de l'inspection en présence de l'équipe de production de la veille qui a géré l'incident. L'exploitant a précisé le jour de l'inspection que l'origine de la fuite était la dégradation du joint d'une bride. Ce dernier avait été remplacé ainsi que le calorifugeage.

L'exploitant a précisé qu'une action de maintenance préventive était en cours pour contrôler et changer les joints des équipements et des brides. Il est à noter que les équipements et les brides sont de conception sous rétention afin de toujours maîtriser toute fuite éventuelle.

Observation n°1 : Il est demandé à l'exploitant de fournir un rapport d'incident sous 15 jours avec les éléments de la présente prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Connaissance des émissions dans l'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/03/2023, article 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Afin de consolider la connaissance des origines, des concentrations et des flux des substances et composés organiques fluorés (PFAS – Substances Per- polyfluoroalkylées -) au niveau de son établissement, l'exploitant analyse :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les substances dites génériques visées à l'article 4 sur des prélèvements ponctuels à fréquence hebdomadaire au niveau des différentes sources d'alimentation en eau de process sous toutes ses formes et origines (Oise, vapeur,...) ; - Les substances dites spécifiques visées à l'article 4 sur des prélèvements ponctuels à fréquence mensuelle au niveau des différentes sources d'alimentation en eau de process sous toutes ses formes et origines (Oise, vapeur,...). <p>[...]</p>
<p>Constats : Le 7 juin 2023, l'exploitant a communiqué par courriel à l'inspection des installations classées les résultats des analyses sur l'eau brute issue de l'Oise. Pour mémoire, l'ensemble des besoins en eau et en vapeur a comme origine l'eau de l'Oise (vapeur, eau brute, eau déminéralisée,...).</p> <p>L'exploitant a fait part à l'inspection des installations classées de la difficulté de faire réaliser les analyses en France sur l'ensemble des PFAS et plus particulièrement pour les spécifiques. Les délais de réception des résultats sont significativement longs. Pour exemple, le prélèvement du 28 avril 2023 concernant les eaux résiduaires n'a pas encore fait l'objet de communication de résultat de la part du laboratoire d'analyse. L'exploitant a changé de laboratoire pour les nouveaux prélèvements et espère obtenir des résultats plus rapidement. L'exploitant a réalisé un prélèvement le 21 avril 2023. Il n'est pas précisé le lieu de prélèvement.</p> <p>Observation n°2 : L'exploitant complètera la communication des résultats avec l'emplacement du point de prélèvement.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le prélèvement est réalisé au point d'approvisionnement de la chaufferie.</p> <p>Le prélèvement a été analysé selon les PFAS génériques et spécifiques. Cette analyse a été réalisée une seule fois au cours du mois d'avril.</p> <p>Le rapport d'analyse a été consulté au cours de l'inspection.</p> <p>Fait susceptible de suite n°1 : L'exploitant ne réalise pas les analyses sur l'eau d'appoint toutes les semaines pour les PFAS génériques.</p> <p>L'exploitant a indiqué le jour de l'inspection que cette périodicité était maintenant respectée depuis le 1er juin 2023.</p> <p>Les résultats montrent la présence de 6:2 FTS en amont de la plate forme à une concentration égale à 0,0248 µg/L. Les autres PFAS sont en dessous de la limite quantifiable.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/03/2023, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux résiduaires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant réalise un suivi des substances et composés organiques fluorés (PFAS – Substances Perpolyfluoroalkylées -) sur chacun des points de rejets aqueux du process de l'établissement pris indépendamment les uns des autres. Ainsi, les échantillons sont réalisés avant mélange avec d'autres effluents.</p> <p>La liste des substances et composés organiques fluorés (PFAS – Substances Perpolyfluoroalkylées -) à rechercher est fournie à l'article 4.</p> <p>[...]</p> <p>Les réservoirs R831, R832 et R834 sont reliés à l'installation de traitement d'abattage dénommée TEGC. Étant donné la régularité de la nature des effluents de cette installation, les concentrations des effluents issus des réservoirs R831, R832 et R834 sont analysées mensuellement pour les substances dites génériques ainsi que celles utilisées au cours du mois parmi les substances dites spécifiques visées à l'article 4.</p>
<p>Constats : Le 7 juin 2023, l'exploitant a communiqué par courriel à l'inspection des installations classées, les résultats des analyses sur les eaux résiduaires issues des cuves R831, R832 et R834.</p> <p>Pour mémoire, ces rejets sont d'environ 1000 m³/an et sont rejetés par batch à la station d'épuration (STEP) de la plate forme de Villers-Saint-Paul pour traitement. Ces rejets sont physiquement envoyés à la STEP via deux pompes et deux tuyauteries. Les cuves R 832 et R834 sont connectées à la même pompe et à la même tuyauterie.</p> <p>L'exploitant a réalisé les analyses sur tous les PFAS listés à l'article 4 de l'arrêté du 23/03/2023 sur les deux cuves (R831 et R832).</p> <p>Il est à noter que la cuve R834 n'a pas été utilisée pendant le mois d'avril 2023.</p> <p>Dans le rapport de l'exploitant, il est indiqué une seule date de prélèvement pour les deux cuves, or à la lecture des rapports d'analyses, il a été constaté que le prélèvement de la cuve R831 a été réalisé le 28 avril 2023 et que le prélèvement de la cuve R832 a été réalisé le 29 avril 2023.</p> <p>Observation n°3 : L'exploitant mettra à jour les dates de prélèvements des cuves R831 et R832.</p> <p>Observation n°4 : Concernant la présentation des résultats des analyses et plus particulièrement des concentrations mesurées, afin de pouvoir évaluer les ordres de grandeur, il est demandé à l'exploitant de présenter les concentrations décrites au sein de la demande d'autorisation d'exploiter du projet MAUI pour les rejets des installations existantes.</p> <p>De la même façon que dans le dossier précité, l'exploitant réalisera un état projeté des flux de PFAS à l'année avec les concentrations mesurées et le flux d'eau résiduaire envoyé à la STEP. Ces flux seront également comparés à ceux présentés au sein du dossier précité pour chaque PFAS et pour l'ensemble des PFAS mesurés.</p> <p>Concernant les résultats des concentrations du mois d'avril sur les deux cuves, les concentrations de certains PFAS comme le PFBA, le PFPeA, le 6:2 FTS et le 4:2 FTS sont supérieures aux maximales des concentrations décrites au sein du dossier de demande d'autorisation.</p> <p>Ainsi, il a été mesuré dans la cuve R831, 3,1 µg/l de PFBA pour 0,95 µg/l projeté, 5,6 µg/l de PFPeA pour 1,5 µg/l projeté, 450 µg/l de 4:2 FTS pour 210 µg/l projetés.</p> <p>Concernant la cuve R832, il a été mesuré 235 µg/l de 4:2 FTS pour 67 µg/l projetés et 400 µg/l de 6:2 FTS pour 390 µg/l projetés.</p> <p>La concentration de nombreux PFAS a été mesurée en dessous des limites quantifiables et en dessous des concentrations projetées au sein du dossier précité.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Connaissance des émissions dans l'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/03/2023, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux résiduares
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Le réservoir R850 fait l'objet de deux types d'échantillons :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un échantillon constitué par une moyenne hebdomadaire sur la base de prélèvements journaliers ; - Un échantillon ponctuel à fréquence hebdomadaire représentatif d'une production spécifique. <p>Conformément à l'article 2.6 du présent arrêté, ces prélèvements sont réalisés sur une période minimum d'un an, sur des productions différentes, afin que l'ensemble des recettes de production ait été analysé au moins une fois pendant cette période.</p> <p>Le premier échantillon fait l'objet d'une analyse hebdomadaire des concentrations sur les substances dites génériques ainsi que celles utilisées au cours de la semaine d'échantillonnage parmi les substances dites spécifiques visées à l'article 4.</p> <p>Le second échantillon fait l'objet d'une analyse à fréquence hebdomadaire des concentrations sur les substances dites génériques, ainsi que celles utilisées au cours de la production de la journée d'échantillonnage parmi les substances dites spécifiques visées à l'article 4.</p> <p>Constats : Le 7 juin 2023, l'exploitant a communiqué par courriel à l'inspection des installations classées, les résultats des analyses sur les eaux résiduares issues de la cuve R850.</p> <p>Le volume annuel de rejet des eaux résiduares de la cuve R850 est d'environ 10 000 m³/an . Ces eaux sont soit traitées comme déchets à l'extérieur du site dans des installations classées dûment autorisées à cet effet ou au sein de la STEP de la plateforme de Villers Saint Paul. Pour mémoire, le choix de traiter certains batchs de la cuve R850 comme déchet à l'extérieur du site est en place depuis juillet 2022 après identification par l'exploitant de recettes de production plus émettrices de PFAS que d'autres.</p> <p>L'exploitant a réalisé les analyses sur tous les PFAS listés à l'article 4 de l'arrêté du 23/03/2023 toutes les semaines depuis la semaine 13 soit fin mars 2023.</p> <p>Toutefois semaine 14, l'exploitant n'a pas fait réaliser d'échantillon journalier.</p> <p>Observation n°5 : L'exploitant s'assurera que les prélèvements sont réalisés régulièrement.</p> <p>Les prélèvements sont effectués tous les jours selon le flux d'eaux résiduares envoyé à la STEP (asservissement au débit rejeté). Un échantillon hebdomadaire est analysé. Cet échantillon est appelé échantillon moyen. Un échantillon journalier est choisi au sein de chaque semaine afin de définir les recettes les plus émettrices de PFAS.</p> <p>A la lecture des rapports d'analyses, des observations ont été formulées à l'exploitant. Comme pour le point de contrôle précédent les dates de prélèvement ne sont pas en cohérence entre le rapport d'analyse du laboratoire et le rapport de l'exploitant.</p> <p>Observation n°6 : L'exploitant mettra à jour les dates de prélèvements de la cuve R850.</p> <p>Observation n°7 : L'exploitant ajoutera la date de prélèvement de l'échantillon journalier.</p> <p>Fait susceptible de suite n°2 : L'exploitant n'a pas indiqué les activités industrielles exercées et les produits utilisés (données de production) comme indiqué au sein de l'article 2.6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 mars 2023.</p>

Observation n°8 : L'exploitant ajoutera la définition de l'échantillon moyen et de l'échantillon journalier (constitution, méthode de prélèvement).

Il a été relevé lors de la lecture des rapports d'analyses le jour de l'inspection que la concentration du PFBA sur l'échantillon moyen de la semaine 13 n'était pas de 4,5 µg/l comme repris au sein du rapport de l'exploitant mais de 47 µg/l.

Observation n°9 : L'exploitant s'assurera par un contrôle de cohérence de la transmission des bons résultats de mesures.

Observation n° 10 : Comme pour la présentation des résultats des eaux résiduaires du point de contrôle précédent, il est demandé à l'exploitant de présenter les concentrations décrites au sein de la demande d'autorisation d'exploiter du projet MAUI pour les rejets des installations existantes.

De la même façon que dans le dossier précité, l'exploitant réalisera un état projeté des flux de PFAS à l'année avec les concentrations mesurées et le flux d'eau résiduaire envoyé à la STEP. Ces flux seront également comparés à ceux présentés au sein du dossier précité pour chaque PFAS et pour l'ensemble des PFAS mesurés.

Concernant les résultats des concentrations du mois d'avril sur la cuve R850, les concentrations de certains PFAS comme le PFBA et le 6:2 FTS sont supérieures aux maximales des concentrations décrites au sein du dossier de demande d'autorisation.

Ainsi, il a été mesuré la semaine 13, 47 µg/l de PFBA pour 1 µg/l projeté. Par ailleurs, il a été mesuré 68 µg/l de 6:2 FTS pour 50 µg/l projetés sur le prélèvement journalier du 31 mars 2023.

Implicitement, la somme des 20 PFAS, dont fait partie le PFBA, est significativement au dessus des concentrations projetées.

L'exploitant a été sollicité concernant ces concentrations de PFBA mesurées au delà de celles projetées au sein du dossier de demande d'autorisation. L'origine des causes de ces résultats est en cours d'étude par l'exploitant sachant que les précédentes analyses réalisées sur ce PFAS aux mêmes exutoires ne présentaient pas ces concentrations.

Concernant les concentrations en PFBA sur les semaines suivantes, il a été observé les mêmes constats à savoir, 51 µg/l semaine 14, 204 µg/l pour la semaine 15, 310 µg/l le 16 avril 2023, 226 µg/l semaine 16 et 126 µg/l le 24 avril 2023.

Par ailleurs, il a été mesuré 340 µg/l de 6:2 FTS pour 50 µg/l projetés le 16 avril 2023.

La concentration de nombreux PFAS a été mesurée en dessous des limites quantifiables et en dessous des concentrations projetées au sein du dossier précité.

Dans ce contexte de réduction d'émission des PFAS, l'exploitant communique sur un pourcentage de réduction des PFAS. Ce pourcentage est établi sur un ratio mettant en œuvre une quantité de PFAS produits en kilos, issue de mesures et d'un flux d'eaux résiduaires envoyé à la STEP et d'une production en tonnes du site. Comme vu précédemment et notamment dans la gestion des rejets des eaux résiduaires de la cuve R850, l'exploitant a fait le choix de ségréguer certaines émissions car elles ont été identifiées comme étant plus fortement concentrées en PFAS. Ainsi, implicitement, il peut être affirmé qu'une tonne de production n'est pas équivalente à une autre. Ainsi, l'inspection des installations classées, comme pour tous les autres paramètres d'une ICPE, basera les résultats sur des mesures effectuées (concentrations,...) qui permettront, en fonction des débits ou des flux d'eau résiduaire rejetés de calculer les flux de polluants.

Au cours de l'inspection, par sondage, la quantité de PFAS émise en 2022 et estimée par l'exploitant à 59 kg a été contrôlée. L'exploitant a pris une moyenne des concentrations issues de mesures réalisées sur 30 PFAS rejetés qu'il a multipliée par le volume d'eaux résiduaires rejetées à la STEP. Ces données sont également celles qui ont été transmises au sein du dossier de demande d'autorisation environnementale. Avant juillet 2022, l'exploitant réalisait des mesures sporadiques

<p>sur les rejets aqueux avant la STEP afin de déterminer les recettes de production les plus concentrées en PFAS. Depuis juillet 2022 jusqu'à l'application de l'APC du 22 mars 2023, l'exploitant a réalisé des mesures à chaque batch de R850 à la STEP.</p> <p>Ainsi, depuis le 1er janvier 2023, les quantités de PFAS sont mesurées à chaque envoi à la STEP excepté pour la période du 12/03/2023 au 31/03/2023 car le laboratoire n'a pas envoyé les résultats à ce jour. Cette quantité est de 263 g pour 30 PFAS.</p> <p>La quantité de PFAS des autres émissaires (R831 et R832/R834) est estimée à 330 g. Les mesures sur ces émissaires ont été réalisées sporadiquement car les émissions sont, selon l'exploitant, plus homogènes.</p> <p>Pour mémoire, les quantités de rejets à l'année d'eaux résiduaires pour ces deux émissaires (R831 et R832/R834) sont 10 fois moins importantes (1000 m³) que pour le rejet de la cuve R850 (10 000 m³).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Connaissance des émissions dans l'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/03/2023, article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les paramètres de contrôle des eaux pluviales sont complétés avec les substances visées à l'article 4 . Ces derniers sont réalisés mensuellement dans la mesure du possible au regard des conditions météorologiques.</p> <p>Ces mesures sont réalisées aux différents points d'échantillonnage définis à l'article 2.1 modifié de l'arrêté préfectoral du 18 août 2004 et notamment les points D1, D2, D3, D4, D5 et D6 (cf plan ci-joint confidentiel).</p>
<p>Constats : Le 7 juin 2023, l'exploitant a communiqué par courriel à l'inspection des installations classées, les résultats des analyses sur les eaux pluviales de la plate forme de Villers-Saint -Paul. L'ensemble des PFAS génériques et spécifiques ont été analysés. Les prélèvements ont été réalisés le 21 avril 2023.</p> <p>Il est à noter que sur les 6 points de prélèvements 2 points qui drainent le Nord de la plate forme n'avaient pas de flux. Cette partie de la plate forme n'est actuellement pas occupée par des activités.</p> <p>Ces concentrations montrent la présence de PFNA, de PFDA, de 6:2 FTS et de PFOA. Ces PFAS sont retrouvés en concentrations plus importantes dans le secteur des activités de la société CHEMOURS. Spécifiquement il a été mesuré un PFAS (M4) uniquement dans la zone CHEMOURS.</p> <p>Un PFAS a été retrouvé en amont hydraulique de la zone CHEMOURS, le 6:2 FTAB. Ce PFAS est celui qui a été mesuré avec la plus grande concentration à raison de 3,1 µg/l en sortie de la plate forme.</p> <p>Après échange avec l'exploitant, ce PFAS serait dans la composition des mousses d'extinction. Ainsi, lors des essais des équipements de protection contre l'incendie, les produits resteraient dans le réseau des eaux pluviales et seraient relargués lors des pluies par lessivage du réseau.</p> <p>Les concentrations les plus significatives mesurées sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dans la zone CHEMOURS, 0,102 µg/l pour le PFNA, 0,4 µg/l pour le PFDA, 1,32 µg/l pour le 6:2 FTS, 0,82 µg/l pour le PFOA, 1,9 µg/l pour le 6:2 FTAB et 0,94 µg/l pour le M4 ; - Avant le rejet dans l'Oise, 0,039 µg/l pour le PFNA, 0,061 µg/l pour le PFDA, 1,16 µg/l pour le 6:2 FTS, 0,195 µg/l pour le PFOA, 3,1 µg/l pour le 6:2 FTAB et 0,5 µg/l pour le M4.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Connaissance des émissions dans l'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/03/2023, article 2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les paramètres de contrôle des eaux souterraines sont complétés avec toutes les substances visées à l'article 4 du présent arrêté.</p> <p>Pour ces paramètres, les prélèvements sont réalisés, a minima, sur un piézomètre en amont et deux piézomètres en aval éventuellement parmi les 12 piézomètres visés précédemment en fonction de la cartographie des écoulements réalisée le jour des prélèvements.</p> <p>Constats : Le jour de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant avait fait réaliser les prélèvements sur les piézomètres les 1er et 2 mars 2023. Pour mémoire l'APC a été signé le 22 mars 2023.</p> <p>La présente prescription vient compléter l'article V 4.3 de l'arrêté préfectoral du site du 18 août 2004 qui précise que les analyses doivent être effectuées deux fois par an (période de hautes eaux et basses eaux). Ainsi, il était préférable de réaliser les analyses avant le délai précisé au sein de la présente prescription afin d'obtenir des informations en période de hautes eaux.</p> <p>L'exploitant a réalisé cette démarche au cours de la rédaction de l'APC, toutefois à cette date la liste des PFAS génériques et spécifiques n'étant pas entièrement établie, 4 PFAS (6:2 FTOH, 8:2 DiPAP, PFTDaS et PFUDaS) n'ont pas été analysés. Ils le seront lors de la prochaine campagne.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant sollicite l'inspection des installations classées afin de confirmer si les analyses doivent être réalisées au sein des deux nappes (alluviale et cuisien).</p> <p>L'inspection confirme que les analyses doivent être réalisées sur un piézomètre en amont et deux en aval du site sur les deux nappes.</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport des analyses avec les cartes isopièzes le 20 juin 2023 par courriel.</p> <p>L'exploitant a réalisé les analyses de l'ensemble des PFAS sauf 4 (cf ci-dessus) pour 15 piézomètres. Toutefois, parmi les 15 piézomètres, des mesures ont été réalisées sur un seul piézomètre en aval sur la nappe du cuisien, au lieu de deux.</p> <p>Le rapport transmis par l'exploitant fait figurer des résultats de mesure barrée d'un trait au sein du tableau. L'exploitant a explicité que ces valeurs correspondaient à des résultats en dessous des limites quantifiables.</p> <p>Observation n°11 : L'exploitant sera vigilant sur le choix des piézomètres afin de réaliser des échantillons sur un piézomètre sur chaque nappe en amont et deux piézomètres sur chaque nappe en aval.</p> <p>Observation n°12 : L'exploitant justifiera son choix de piézomètres situé en amont et aval hydraulique. En effet, l'inspection des installations classées émet des doutes sur la proximité des piézomètres et notamment en amont. Ces derniers doivent être en dehors de toute influence des activités de la plate forme.</p> <p>Les résultats des analyses montrent la présence de PFAS dans les deux nappes. En aval du site, les concentrations sont inférieures au sein de la nappe du cuisien par rapport à la nappe alluviale. Les PFAS retrouvés en concentration les plus importantes sont le 6:2 FTS, le PFHxA, le PFOA, le PFBA, le PFHpA, le PFNA, le M4 et un PFAS spécifique.</p> <p>Pour ces PFAS les concentrations maximums mesurées au sein de la nappe alluviale sont respectivement de 71µg/l, 3,1 µg/l, 3 µg/l, 1,8 µg/l, 1,7 µg/l, 1,2 µg/l, 0,89 µg/l et 0,8 µg/l.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Connaissance des émissions dans l'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/03/2023, article 2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Transmissions des résultats de mesures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'ensemble des résultats est communiqué mensuellement à l'inspection des installations classées. Ce compte-rendu comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un tableau récapitulatif des résultats des mesures en fonction de leur origine mentionnant pour chaque substance, sa concentration et son flux (calculé le cas échéant), pour chacune des mesures réalisées. Le tableau comprend également les concentrations minimale, maximale et moyenne relevées au cours de la période de mesures, ainsi que les flux minimal, maximal et moyen et les limites de quantification pour chaque mesure ; - Des commentaires et explications sur les résultats obtenus et leurs éventuelles variations, en évaluant les origines possibles des substances ; - Pour les eaux rejetées, les commentaires et explications sur les résultats obtenus et leurs éventuelles variations, portent notamment sur les activités industrielles exercées et les produits utilisés. <p>[...]</p>
<p>Constats : L'exploitant a transmis par courriel le 7 juin 2023 le rapport des analyses du mois d'avril 2023. L'exploitant a fait part à l'inspection des installations classées le jour de l'inspection de la difficulté à pouvoir faire analyser tous les PFAS et notamment les spécifiques ainsi que les délais de résultats d'analyses de la part des laboratoires. La société CHEMOURS a déjà fait une recherche de différents laboratoires en France et à l'étranger pour réaliser les analyses. L'exploitant a changé de laboratoire d'analyses depuis le mois d'avril 2023 en espérant pouvoir réceptionner les résultats dans de meilleurs délais.</p> <p>Il est à noter que les techniques d'analyses pour certains PFAS ne sont pas standardisées. Ainsi certaines techniques d'analyses ont été développées en collaboration avec CHEMOURS et les laboratoires d'analyses.</p> <p>Toutefois, afin de démontrer le respect des prescriptions, il a été indiqué à l'exploitant de réaliser une communication mensuelle à l'inspection afin de la tenir informée de la bonne réalisation des échantillons et des premiers résultats reçus le cas échéant.</p> <p>Des observations ont été réalisées sur le premier rapport communiqué. Elles sont intégrées aux points de contrôles précédents.</p> <p>En complément, l'inspection des installations classées insiste sur l'importance de compléter les résultats communiqués par des commentaires et explications comme indiqué au sein de cette prescription. Ces derniers ne sont pas précisément décrits au sein de la prescription. Toutefois, il apparaît indispensable à la connaissance du fonctionnement des installations de préciser les activités du site (production, recettes,...) au cours des prélèvements. Cf fait susceptible de suite n°2.</p> <p>Observation n°13 : Il est également indispensable d'apporter les éléments de justification lorsque que les résultats (concentrations ou flux) sont notablement différents de ceux projetés au sein de la demande d'autorisation.</p> <p>Observation n°14 : L'exploitant réalise une communication mensuelle de ses actions (prélèvements, résultats intermédiaires,...) même si l'ensemble des résultats n'a pas été communiqué par les laboratoires. Les résultats sont explicités et commentés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Connaissance des émissions dans l'air

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/03/2023, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Identification des sources d'émissions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans un délai de deux semaines à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant remet à l'inspection des installations classées une liste des émissaires canalisés susceptibles d'émettre dans l'air les substances visées à l'article 4 ainsi que les sources potentielles d'émissions diffuses de ces substances.
Constats : Le 19 juin 2023, l'exploitant a transmis une photo aérienne des points de rejets atmosphériques canalisés et diffus susceptibles de rejeter des PFAS. Ils sont au nombre de 8.5 sont canalisés et 3 sont diffus. Observation n°15 : L'exploitant se positionnera sur le fait que les 5 rejets atmosphériques décrits au sein de ce document sont susceptibles de rejeter des PFAS. En effet, le dossier de demande d'autorisation environnementale n'indique pas de rejets de PFAS sur certains de ces émissaires comme les postes de conditionnement ou de chargement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet